








Modification du titre du décret	Attribution du secrétariat permanent	Recours à la procédure négociée	Recours à la procédure de qualification préalable des candidats
 <p>« Contrat de partenariat public privé de l'Etat et des établissements publics »</p>	<p>Attribution du secrétariat permanent de la commission interministérielle PPP à la direction des entreprises publiques et de la privatisation.</p> 	<p>Lorsqu'il découle de l'évaluation préalable que l'offre spontanée est considérée <b>compétitive</b> sur le plan technique, économique et financier il y'a une possibilité de recours à la procédure négociée.</p> 	<p>Lorsque le projet présente une certaine <b>complexité</b>, l'autorité compétente peut recourir à la procédure de qualification préalable des candidats.</p> 
<p><b>Le rapport d'évaluation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Doit mentionner la situation juridique de l'assiette foncière ;</li> <li>➤ Doit être soumis à l'approbation du Ministre des finances qui doit prendre sa décision dans un délai de 3 mois.</li> </ul> 	<p><b>Nombre des documents réduit</b></p>  <p>Réduction du nombre des documents à produire par les candidats aux contrats de partenariat public-privé.</p>	<p>La commission nationale PPP peut autoriser la <b>personne publique</b> à recourir à cette procédure négociée pour des projets satisfaisants aux conditions prévues à cet égard.</p>	<p><b>Fixation du délai de paiement des contrats PPP</b></p>  <p><b>60 jours</b> à compter de la date de son exigibilité, sous peine de versement d'intérêts moratoires.</p>